

Tempêtes au Maghreb et au Moyen-Orient

Que se passe-t-il en Afrique du Nord et au Moyen Orient ? L'onde de choc qui a pris naissance en Tunisie (déc.2010) et semble s'étendre à l'ensemble de cette région, a son épicerie actuellement en Égypte (février 2011). Qu'est-ce que ces pays ont en commun pour qu'un mouvement populaire chez l'un d'eux produise des protestations et révoltes semblables chez les autres ?

Ils présentent d'abord une caractéristique identique : que ce soit des monarchies ou des républiques, tous sont des régimes autoritaires ou dictatoriaux, corrompus, où règnent le népotisme et le clanisme. Malgré cela, ils ne sont pas isolés du reste du monde et en subissent les influences dominantes. La généralisation du mode de production capitaliste ainsi que de ses rapports sociaux joue en faveur de la dissolution des liens archaïques dans lesquels ces régimes ont jusqu'à aujourd'hui puisé leur raison d'être. Il s'agit aussi de tenir compte du rôle joué par les grandes puissances dans la permanence de ces dictatures, ainsi que dans les tensions qui gèrent leur existence politico-économique.

La crise économique et les mutations sociologiques :

Les populations de ces pays vivent des mutations culturelles et sociologique. Ce sont autant de facteurs nouveaux dans les causes qui mettent en mouvement les masses populaires s'opposant aux modes de fonctionnement sociaux et politiques en vigueur. Ces mutations touchent en premier lieu la jeunesse qui a profité d'une instruction ayant atteint un niveau presque comparable à celui des pays occidentaux, facteur important d'une ouverture au monde, à ses réalités (cf. le rôle d'internet dans les manifestations) mais aussi à ses mirages. La plupart de ces pays, à part les monarchies pétrolières, n'ont d'autres alternatives que d'essayer de gagner une place « d'atelier » des pays riches dans la concurrence économique. Cela qui leur a permis, alors que l'Europe et les États-Unis entraient en récession, de maintenir. Un certain niveau de développement (4,5% pour la Tunisie). Mais cela est insuffisant pour assurer l'intégration souhaitable sur le marché du travail de ces milliers de diplômés tunisiens et autres. Pire, la plupart d'entre eux n'ont d'autre choix que l'exil ou la vente à la sauvette, elle aussi soumise au bakchich du policier. De plus, une des conséquences de la crise, le renchérissement des denrées de subsistances est un facteur récurrent et aggravant pour les révoltes des populations en colère. Les mutations sociales sont aussi de nouveaux facteurs de contradictions. Les populations de ces pays sont de plus en plus urbanisées, et de fait les rapports traditionnels tendent à se dissoudre au profit d'une prolétarianisation marquée par l'extension de bidonvilles. L'essentiel de la classe

laborieuse y vit de petits métiers de subsistance, petits commerces, petits artisanats, etc., ouvriers de petites entreprises, d'« ateliers » d'investisseurs étrangers, ainsi que du travail intermittent dû au tourisme. Ces conditions sont données par la structure économique et sociale de ces pays.

Malgré la présence d'oppositions de type islamiste qui rêvent, dans ces pays, de substituer des dictatures théocratiques aux républiques monarchiques, une grande part de la population et de la jeunesse ont d'autres aspirations qui se sont exprimées dans les mouvements et révoltes ces derniers mois. C'est évidemment la nature sociale de la contestation qui détermine les expressions de ce à quoi aspirent les masses en mouvement. Ce prolétariat des pays dits émergents ne peut donc s'élever qu'à des revendications qui ne peuvent être qu'en opposition directes avec leur perception du tort qui leur est fait. Il veut : moins de corruption, une justice équitable, moins de clientélisme, du travail, bref l'établissement des valeurs modernes qui assurent la liberté de l'individu dans un contexte de marché.

C'est aussi par l'usure au pouvoir des ces dictatures, pour la plupart trentenaires, outre les facteurs précédents, qu'il faut comprendre la simultanéité des mouvements de protestation. Il ne faut pas chercher dans ce processus élémentaire de révolte des ferments révolutionnaires, anticapitalistes, processus sur lequel la classe ouvrière de ces pays s'élancerait pour avancer ses revendications anticapitalistes. De plus, on ne peut pas comparer ces pays avec les européens, tant du point de vue du prolétariat que de leur place dans l'économie mondiale, ni du point de vue de leur importance dans les relations sociales et politiques des grandes puissances. Il faut retenir que le prolétariat occidental subit les effets de la crise, sans réagir outre mesure à la lente dégradation des conditions de vie d'une partie de la population, ni aux mesures d'austérité qui commencent à s'appliquer en Europe. Les explosions de colère en Grèce ou les huit semaines contre la réforme des retraites en France n'ont pas débouché sur des perspectives claires du point de vue de la lutte des classes, même si une certaine critique des syndicats s'est manifestée à travers la tenue d'Assemblées Générales Interprofessionnelles.

Les mouvements de protestations en Tunisie et en Égypte avec leurs moyens mis en œuvre, c'est-à-dire la manifestation d'abord massive et pacifique, à part quelques moments de colère face à la provocation, puis l'attaque et la mise à feu des symboles politiques des régimes, les sièges des partis au pouvoir, témoignent de la détermination et du puissant rejet des profiteurs étatiques. La formation de comités de vigilance en vue de protéger certains quartiers des incursions de pilliers (Égypte autant que Tunisie) sont des manifestations de protection émanant d'un mouve-

ment populaire, une forme de solidarité sociale, de refus d'un désordre destructeur. Ces comités ont été des réponses immédiates, pas davantage, contre les casseurs de Ben Ali ou ceux de Moubarak visant à susciter le désordre et justifier la répression des dictateurs corrompus. Cependant, ces comités, contrairement aux illusions des gauchistes n'ont rien à voir avec des embryons de Conseils Ouvriers. En l'absence de lutte de classe, d'autres expressions de solidarité et de clarification par rapport aux manifestations de jeunes et de chômeurs ne se sont pas formées, ni donc exprimées..

Les puissances impérialistes et les pays de la région

Compte tenu des rapports entre les grandes puissances et les pays d'Afrique du Nord comme du Moyen-Orient (par exemple leurs accords économiques, politiques et stratégiques), les bouleversements qui peuvent survenir dans cette région inquiètent l'Europe et les États-Unis. L'Europe a des intérêts importants au Maghreb où elle se fournit en énergie. De plus, elle veut stopper ou du moins contrôler l'afflux d'immigrants du Maghreb et surtout d'Afrique noire dont les principales voies d'accès passent par le Maroc (détroit de Gibraltar) et les côtes tunisiennes vers l'Italie. Des accords douaniers et policiers sont en vigueur avec ces pays qui semblent les respecter, d'où l'entassement et les mauvais traitements que subissent ces immigrants dans les camps de filtration que recèlent le Maroc et la Tunisie. Ces autres zones de non-droit ne sont pas l'objet d'un quelconque intérêt d'où qu'il vienne. Les USA, de leur côté, ont étendu leur influence géopolitique sur l'ensemble du Maghreb comme auparavant au Moyen-Orient, pendant que la France gardait ses intérêts économiques, cependant notablement écornés avec l'affaire tunisienne, dans ses anciennes colonies.

Mais la contagion tunisienne qui touche l'Égypte, risque d'ébranler cette véritable place stratégique du dispositif américain qu'est le Moyen-Orient (canal de Suez, relations Israël...). Obama se montre plus circonspect avec Moubarak qu'il ne l'a été envers Ben Ali. Il hésite sur la solution dite « démocratique » à mettre en place tout en se déclarant favorable aux manifestations pacifiques et à la liberté d'internet.

Où va-t-on

A qui vont profiter ces mouvements populaires ? A part ceux qui aspirent à la chute de toutes les dictatures, c'est-à-dire leurs propres victimes, il est remarquable de constater que ces mouvements se sont déployés en Tunisie et en Égypte, sans leader ni partis politiques à leur tête. Il s'est même exprimé en leur sein le refus de voir quiconque s'en faire le porte parole ou le représentant. Il faut approfondir cet aspect afin d'avoir une appréciation plus proche de la réalité pour appréhender la nature de ces événements qui semblent ne correspondre à aucun schéma préétabli. Les aspirations de ces populations en révolte ne sont certes pas anticapitalistes, et il est improbable que le futur y apporte une quelconque satisfaction, La seule perspective serait que la lutte des classes dans les pays développés fasse la jonction avec la lutte des classes dans les pays émergents (ou l'inverse) lorsque la crise globale du capitalisme fera sentir toutes ses conséquences destructrices sur l'ensemble de la planète.

4 février 2011, *Controverses*

Publié par *Controverses*
Forum pour la Gauche communiste internationaliste
<http://www.leftcommunism.org>
leftcom@googlegroups.com